



Consultation : CC-MP012026

**Accord-cadre de prestations de refonte,
maintenance et hébergement du site internet du
Conseil constitutionnel**

NOTE DE PRESENTATION DU BESOIN ET DU PROJET

**Procédure avec négociation
Phase Candidatures**

Sommaire

1.	Contexte et objectifs du projet.....	4
1.1.	Présentation du Conseil constitutionnel.....	4
1.2.	Contexte général et enjeux de la refonte.....	4
1.3.	Objectifs poursuivis par le projet.....	5
1.4.	Principes directeurs.....	5
2.	Périmètre du projet	6
2.1.	Sites et environnements concernés	6
2.1.1.	Description des sites et des environnements	6
2.1.2.	Panorama des sites et des environnements	7
2.2.	Publics cibles.....	8
2.3.	Périmètre fonctionnel général.....	9
2.4.	Périmètre technique général.....	10
3.	État des lieux et constats généraux.....	10
3.1.	Présentation synthétique de l'existant et de l'état des lieux.....	10
3.2.	Enjeux éditoriaux et de contenus.....	11
3.3.	Enjeux techniques et applicatifs	12
3.4.	Contraintes identifiées à ce stade.....	12
4.	Besoins fonctionnels et attentes générales	13
4.1.	Besoins fonctionnels transverses.....	13
4.2.	Attentes par typologie de publics.....	14
4.3.	Exigences en matière d'expérience utilisateur et de design	15
5.	Exigences techniques structurantes	16
5.1.	Principes d'architecture envisagés	16
5.2.	Sécurité et protection des données.....	17
5.3.	Hébergement, performance et disponibilité.....	17
5.4.	Interopérabilité avec les systèmes existants	18
5.5.	Réversibilité et portabilité.....	19
6.	Organisation cible et gouvernance	19
6.1.	Rôles et responsabilités attendus	19
6.2.	Modalités de pilotage du projet	20
6.3.	Interactions entre les parties prenantes	20
6.4.	Gestion de la dette technique	21
7.	Organisation des prestations et allotissement	22
7.1.	Allotissement retenu.....	22
7.2.	Présentation et contenu des lots.....	23
7.3.	Montant des lots.....	24
7.4.	Durée des lots.....	25
7.5.	Articulation et interfaces entre les lots.....	25
7.5.1.	Articulation entre le lot 1 et le lot 2	25
7.5.2.	Principes généraux de coordination	26
8.	Planning prévisionnel	27
8.1.	Calendrier prévisionnel du projet	27
8.2.	Jalons du projet	27
8.3.	Hypothèses de mise en production	28





1. Contexte et objectifs du projet

1.1. Présentation du Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel est l'institution chargée de veiller au respect de la Constitution. Il détient deux attributions principales :

- Contrôler la conformité des lois à la Constitution, soit *a priori* (avant la promulgation de la loi), soit *a posteriori* via la procédure de question prioritaire de constitutionnalité (QPC) ;
- Contrôler la régularité des élections nationales (présidentielle, législatives et sénatoriales), ainsi que des référendums.

Les décisions du Conseil constitutionnel ne peuvent faire l'objet d'un recours. Elles s'imposent à tous, au Gouvernement, au Parlement et aux juridictions.

La publication des décisions, leur bonne communication, mais aussi leur large diffusion et mise en valeur sur le site internet du Conseil sont essentielles.

Les travaux du Conseil constitutionnel sont organisés autour du collège des neuf membres. Sous l'autorité de la secrétaire générale, les collaboratrices et les collaborateurs travaillent au sein de cinq services et d'un bureau de la démarche QPC 360° rattaché à la secrétaire générale. Ces services sont :

- Un service juridique ;
- Un service administratif et financier ;
- Un service de documentation et de l'aide à l'instruction ;
- Un service des relations extérieures et de la communication ;
- Un service du numérique et de la sécurité des systèmes d'information.

Le Conseil constitutionnel jouit de l'autonomie financière. Son président en fixe le budget.

La dotation correspondante est inscrite dans le projet de loi de finances au titre de la mission « Pouvoirs publics ».

1.2. Contexte général et enjeux de la refonte

Les sites internet du Conseil constitutionnel constituent un vecteur essentiel d'information et de diffusion, en France comme à l'international, de l'activité de l'institution auprès de publics variés. Ils assurent à la fois une mission d'information du grand public, une mission de référence juridique pour les professionnels et les chercheurs ainsi qu'un rôle pédagogique, y compris auprès des publics éducatifs.

Au fil des années, ces sites ont évolué de manière progressive, donnant lieu à la coexistence de plusieurs environnements distincts portés par des architectures techniques, des prestataires et des modes d'hébergement différents. Cette situation, si elle a permis de répondre à des besoins spécifiques à court terme, génère aujourd'hui des limites en matière de lisibilité des parcours utilisateurs, de cohérence éditoriale, de maintenabilité technique et de pilotage global.

Par ailleurs, le Conseil constate que les attentes des utilisateurs ont fortement évolué en matière d'ergonomie, d'accessibilité, de performances et de sécurité. Elles portent également aujourd'hui sur la clarté de l'information mise à disposition et sur la qualité des services numériques proposés.



En outre, ces évolutions s'inscrivent dans un contexte réglementaire et institutionnel exigeant en matière d'accessibilité numérique, de protection des données, de cybersécurité et de souveraineté des infrastructures.

Dans ce contexte, le Conseil constitutionnel a engagé une réflexion visant à refondre ses sites internet afin de disposer d'un dispositif numérique plus lisible, plus cohérent et plus performant, capable d'accompagner et de restituer efficacement les missions de l'institution. Cette refonte doit permettre de mieux articuler les différents environnements existants, d'améliorer l'expérience des utilisateurs, de respecter les obligations en matière d'accessibilité, de sécuriser les fondations techniques et de doter le Conseil d'un cadre de gouvernance et d'exploitation adapté aux enjeux actuels et futurs.

Le présent projet s'inscrit ainsi dans une démarche globale de modernisation et de rationalisation visant à concilier des exigences institutionnelles, une robustesse technique, la maîtrise des risques et une évolutivité suffisante. Cette démarche s'inscrit aussi dans un enjeu d'intégration, de manière maîtrisée et encadrée, des usages relevant de l'intelligence artificielle, lorsque ceux-ci présentent un intérêt informationnel avéré pour le public.

1.3. Objectifs poursuivis par le projet

Le projet de refonte des sites internet du Conseil constitutionnel poursuit plusieurs objectifs complémentaires visant à renforcer l'efficacité, la lisibilité et la durabilité du dispositif numérique de l'institution.

Un premier objectif consiste à améliorer l'accès à l'information et l'expérience des utilisateurs en proposant des parcours plus lisibles, une organisation des contenus plus cohérente et une ergonomie adaptée aux différents publics. Il s'agit de faciliter la compréhension et l'appropriation des missions, des décisions, des travaux et activités du Conseil constitutionnel, tout en tenant compte de la diversité des usages et des niveaux de lecture.

Le projet vise également à renforcer la cohérence éditoriale et fonctionnelle entre les différents sites et environnements existants. Sans préjuger du degré d'unification retenu à terme, la refonte doit permettre une meilleure articulation des contenus, une meilleure visibilité, une navigation plus fluide et une perception homogène du dispositif numérique du Conseil constitutionnel.

Un autre objectif majeur est de sécuriser et pérenniser les socles techniques des sites en tenant compte des exigences élevées en matière de sécurité, protection des données, disponibilité et performance. La refonte doit contribuer à améliorer la maintenabilité, l'évolutivité et la résilience des plateformes tout en facilitant leur exploitation et leur supervision.

Le projet s'inscrit par ailleurs dans une volonté de maîtrise des risques et des coûts sur le cycle de vie en clarifiant les responsabilités, en anticipant les enjeux de maintenance, d'hébergement et de réversibilité, et en définissant un cadre de gouvernance adapté sur toute la durée du projet.

Enfin, la refonte a pour ambition de créer un cadre évolutif, permettant d'accompagner les évolutions futures des usages numériques et des technologies, en ouvrant la possibilité, par exemple, d'intégrer, de manière progressive et encadrée, de nouveaux services ou fonctionnalités lorsque ceux-ci présentent un intérêt avéré pour le public (intelligence artificielle...).

1.4. Principes directeurs

La refonte des sites internet du Conseil constitutionnel s'appuie sur un ensemble de principes directeurs destinés à encadrer le projet, à guider les choix à opérer et à garantir la cohérence des travaux menés, depuis la conception jusqu'à la mise en production et l'exploitation des solutions.

Le premier principe est celui de la continuité de service. Les sites du Conseil constitutionnel constituent des outils de référence pour de nombreux publics et usages. La refonte doit donc être conduite de manière à assurer la disponibilité des services existants et à maîtriser les risques liés aux phases de transition, de bascule et de mise en production.

Le projet est également fondé sur un principe d'exigence en matière de sécurité et de protection des données. Compte tenu de la nature des contenus et des données traitées, une attention particulière est portée aux dispositifs de sécurité, à la conformité réglementaire et à la résilience des infrastructures. Cette exigence de sécurité s'inscrit dans le respect des référentiels et des standards applicables.

Un autre principe structurant concerne l'accessibilité et l'inclusivité des services numériques. La refonte doit viser une conformité aux exigences réglementaires en matière d'accessibilité afin de garantir un accès équitable à l'information pour l'ensemble des utilisateurs quels que soient leurs usages ou leurs contraintes.

Le projet repose en outre sur des principes de lisibilité, de sobriété et de clarté de l'information. L'organisation des contenus, les parcours utilisateurs et les choix éditoriaux contribuent à une compréhension facilitée des missions et des activités du Conseil constitutionnel.

La maîtrise des risques, des coûts et des dépendances constitue aussi un principe directeur essentiel. Les choix techniques, organisationnels et contractuels doivent être appréciés au regard de leur impact sur le cycle de vie des solutions, leur maintenabilité, leur évolutivité et leur réversibilité ou transférabilité.

Enfin, le projet de refonte s'inscrit dans un principe d'évolutivité maîtrisée visant à garantir l'adaptation progressive du dispositif numérique aux évolutions des usages et des technologies.

2. Périmètre du projet

2.1. Sites et environnements concernés

2.1.1. Description des sites et des environnements

Le projet de refonte porte sur 3 sites avec des environnements numériques distincts qui répondent à des finalités et à des publics différents, et qui reposent actuellement sur des architectures techniques, des prestataires et des modalités d'hébergement spécifiques.

Le premier périmètre concerne le site institutionnel du Conseil constitutionnel, accessible à l'adresse suivante :

<https://www.conseil-constitutionnel.fr>

Ce site constitue le point d'entrée principal de l'institution sur le web. Il a vocation à présenter les missions, l'organisation, les décisions et l'actualité du Conseil constitutionnel. Il tend également à donner accès à une partie des contenus juridiques et institutionnels. Il s'adresse à un public large comprenant le grand public, les médias, les professionnels et acteurs du droit et les étudiants.

Le projet inclut également le portail dédié aux questions prioritaires de constitutionnalité (QPC), accessible à l'adresse suivante :

<https://qpc360.conseil-constitutionnel.fr>



Ce portail, à forte dimension juridique et documentaire, met à disposition des décisions, des données structurées et des fonctionnalités de recherche avancées fondées sur un moteur de recherche spécialisé. Il s'adresse principalement aux praticiens du droit, aux universitaires et aux étudiants.

Cet environnement repose sur une chaîne de traitement spécifique intégrant des exigences élevées en matière de sécurité, de performance et de fiabilité. Il est actuellement hébergé sur une infrastructure certifiée SecNumCloud, distincte de celle des autres sites.

Enfin, le périmètre du projet comprend le site « Découvrons notre Constitution », accessible à l'adresse suivante :

<https://www.decouvronsnotreconstitution.fr>

Ce site à vocation pédagogique vise à rendre accessibles et compréhensibles les principes constitutionnels auprès de publics éducatifs et du grand public, notamment dans un cadre scolaire. Il s'appuie sur une solution technique et un hébergement propres distincts des deux autres environnements.

À ce stade, ces différents sites et environnements se caractérisent par :

- Des solutions techniques hétérogènes (CMS, portails applicatifs, moteurs de recherche spécialisés) ;
- Des prestataires distincts intervenant sur la conception, le développement et la maintenance ;
- Des modalités d'hébergement différenciées, incluant des environnements à forts niveaux de sécurité ;
- Des liens fonctionnels et éditoriaux limités, reposant principalement sur des redirections ou des navigations externes.

Le projet de refonte vise à améliorer l'articulation entre ces environnements, à renforcer la cohérence globale du dispositif numérique et à fluidifier les parcours utilisateurs, sans préjuger à ce stade du degré d'unification technique ou fonctionnelle qui sera retenu.

Les choix structurants en matière d'architecture, d'hébergement et d'intégration feront l'objet d'une définition progressive dans le cadre de la procédure de passation et arrêtée en phase offre.

2.1.2. Panorama des sites et des environnements

Le site institutionnel

- URL : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/>
- Prestataire : AXESS Open Web Services
- CMS : Drupal mis à jour en version 10.2
- Moteurs de recherche : Solr (recherche simple et recherche experte))
- Contrat de TMA avec évolutions et prolongé jusqu'à la mise en production du nouveau site
- Forte dépendance aux outils métiers (décisions, jurisprudence, NOD, etc.)
- Hébergement : Aqua Ray (contrat dédié)

Le portail QPC 360

- URL : <https://qpc360.conseil-constitutionnel.fr/>
- Prestataire : Luminess via un marché prolongé jusqu'à la mise en production du nouveau site
- Architecture spécifique et très robuste
- Chaîne de traitement documentaire complexe
- Base de données unifiée
- CMS : Drupal mis à jour en version 10.2
- Moteur de recherche Apache Solr / Elastic-like à forte valeur métier
- Traitements avancés (pseudonymisation, enrichissement, indexation)
- Exigences très élevées en matière de sécurité
- Hébergement : 3DS Outscale (intégré au marché) – SecNumCloud
- Marché structurant et très contractualisé
- Réversibilité encadrée et opérante avec documentation claire en possession du Conseil

Le site « Découvrons notre Constitution »

- URL : <https://www.decouvronsnotreconstitution.fr/home>
- Prestataire : Smile
- Site pédagogique, public scolaire / grand public
- Maintenance corrective, préventive et évolutive
- Hébergement : Aqua Ray (contrat dédié)

Outre ces trois sites, le Conseil constitutionnel dispose d'une application mobile disponible sur l'App Store et Google Play Store qui ne sera pas conservée au-delà de la fin de l'année 2026. Toutes les solutions susceptibles d'optimiser la consultation du site sur mobile doivent être envisagée.

2.2. Publics cibles

Les sites internet du Conseil constitutionnel s'adressent à une diversité de publics avec des attentes, usages et niveaux de maîtrise en droit hétérogènes. Le projet de refonte vise à prendre en compte cette pluralité afin de proposer des parcours adaptés, une information lisible et des services numériques en adéquation avec les besoins de chacun.

1. **Le grand public** constitue un public central du dispositif numérique. Il comprend des utilisateurs aux profils variés recherchant principalement une information claire, accessible et fiable sur les missions, le rôle et l'actualité du Conseil constitutionnel ainsi que sur les grands principes constitutionnels. Les enjeux principaux pour ce public concernent la lisibilité des contenus, la simplicité des parcours et l'accessibilité de l'information.
2. **Le public « expert » dont les professionnels du droit, les chercheurs et étudiants en droit, les juridictions et autres institutions partenaires**, représentent un public spécifique, principalement concerné par l'accès aux décisions, aux données juridiques et aux fonctionnalités de recherche avancées notamment s'agissant des contenus figurant dans l'actuel portail QPC. Pour ce public, les attentes portent prioritairement sur la fiabilité des contenus, la précision des informations, la performance des outils de recherche (notamment en termes d'exhaustivité) et la continuité de service.
3. **Les enseignants, élèves et publics éducatifs** constituent un public à part entière, notamment à travers le site « Découvrons notre Constitution ». Les besoins associés relèvent d'une approche



pédagogique, favorisant la compréhension, la médiation et l'appropriation des notions constitutionnelles avec des exigences particulières en matière de clarté, de design et d'ergonomie.

Enfin, les sites s'adressent à d'autres publics tels que les médias, ou les utilisateurs internationaux, pour lesquels les enjeux peuvent porter sur la qualité et la clarté de l'information, la crédibilité institutionnelle, la disponibilité des contenus et, le cas échéant, l'ouverture à des usages multilingues.

La refonte doit permettre de concilier ces attentes multiples en proposant des parcours différenciés tout en garantissant une cohérence globale du dispositif numérique et une identité institutionnelle forte.

Par ailleurs, les catégories de publics, leurs usages ainsi que les types de contenus et de services associés sont susceptibles d'évoluer en fonction des transformations des missions, des pratiques numériques et des attentes des utilisateurs. À ce titre, les profils présentés ci-dessus ont vocation à servir de repères à ce stade du projet et ne sauraient être considérés comme exhaustifs ou figés. La refonte doit dès lors permettre une prise en compte progressive de nouveaux profils, de nouveaux usages ou de nouveaux objectifs, sans remise en cause de l'architecture globale du dispositif numérique et dans le respect des principes directeurs définis par le Conseil constitutionnel.

2.3. Périmètre fonctionnel général

Le périmètre fonctionnel général du projet de refonte couvre l'ensemble des fonctionnalités nécessaires à la consultation, la compréhension, la recherche et à la valorisation des contenus mis à disposition sur les sites internet du Conseil constitutionnel ainsi qu'aux usages associés à leur administration et à leur exploitation.

À ce stade, le projet vise à intégrer, de manière non exhaustive, les grandes catégories fonctionnelles suivantes :

- La consultation des contenus éditoriaux, institutionnels, juridiques et pédagogiques, incluant les pages de présentation, les actualités, les décisions, les ressources documentaires et les contenus à vocation éducative ;
- L'accès aux décisions et aux données juridiques, notamment dans le cadre du portail QPC, incluant les fonctionnalités de recherche, de filtrage, de navigation et de restitution des résultats ;
- La navigation et l'orientation des utilisateurs, incluant la structuration des menus, les parcours inter-sites ou inter-environnements, les liens contextuels et les dispositifs d'aide à la compréhension ;
- Les fonctionnalités transverses nécessaires au bon fonctionnement des sites, telles que la recherche, la gestion des langues le cas échéant, l'accessibilité numérique, la prise en compte des exigences de performance et la sécurité des accès ;
- Les fonctionnalités d'administration et de gestion des contenus, incluant les outils de contribution, de validation, de publication, d'archivage et de décommissionnement ainsi que les dispositifs de suivi et de pilotage associés.

Le périmètre fonctionnel inclut également les fonctionnalités nécessaires à la continuité de service, à la maintenance évolutive et à l'exploitation opérationnelle des sites. Ces fonctionnalités s'inscrivent dans le respect des principes directeurs définis par le Conseil constitutionnel.

Il est précisé que ce périmètre fonctionnel général constitue un cadre de référence à ce stade du projet. Il a vocation à être précisé, complété et affiné ultérieurement durant la phase offre mais aussi au cours de l'exécution du marché par le biais de développements spécifiques. Le présent périmètre fonctionnel tel que décrit ne préjuge ni des solutions techniques retenues ni du niveau de détail des fonctionnalités qui seront mises en œuvre à terme.

2.4. Périmètre technique général

Le périmètre technique général du projet de refonte couvre l'ensemble des composants, infrastructures et dispositifs nécessaires à la mise en œuvre, à l'exploitation et à l'évolution du futur site internet du Conseil constitutionnel dans le respect des exigences institutionnelles, réglementaires et opérationnelles applicables.

À ce stade, le projet concerne notamment :

- Les socles techniques et applicatifs supportant les sites et portails existants, incluant les solutions de gestion de contenus, les portails applicatifs, les moteurs de recherche et les outils associés ;
- Les infrastructures d'hébergement, comprenant les environnements de développement, de test et de production ainsi que les dispositifs de supervision, de sauvegarde et de reprise d'activité ;
- Les mécanismes de sécurité, incluant la protection des accès, la gestion des habilitations, la traçabilité, la protection contre les attaques et la conformité aux référentiels de sécurité applicables, en particulier pour les environnements traitant des données sensibles ou critiques ;
- Les flux et interfaces techniques entre les différents environnements ainsi qu'avec les systèmes d'information internes ou externes du Conseil constitutionnel lorsque ces interconnexions sont nécessaires au fonctionnement des sites ;
- Les outils et dispositifs d'exploitation, incluant la maintenance applicative, l'infogérance, le support, le suivi des performances et la gestion des incidents.

Le périmètre technique tient compte de la coexistence actuelle de plusieurs environnements distincts, reposant sur des solutions, des prestataires et des modalités d'hébergement différents. Le projet vise à améliorer la cohérence et la maîtrise de cet ensemble, sans préjuger à ce stade des choix d'architecture détaillés, du degré d'unification technique ou des solutions qui seront retenues.

Il est précisé que le périmètre technique général constitue un cadre de référence évolutif, destiné à poser les grandes limites et contraintes du projet. Il a vocation à être précisé et approfondi en phase offre en intégrant les travaux d'état des lieux, une cartographie des données, la définition des exigences techniques structurantes et les négociations menées avec les opérateurs économiques dans le cadre de la procédure de passation.

3. État des lieux et constats généraux

3.1. Présentation synthétique de l'existant et de l'état des lieux

Dans le cadre du présent projet, le Conseil constitutionnel a engagé une démarche d'état des lieux approfondi de ses dispositifs numériques existants, portant à la fois sur les contenus, les données, les usages et les environnements techniques associés. Cette démarche constitue un préalable indispensable à la définition du besoin et à la structuration de la procédure de passation.

L'état des lieux vise notamment à :

- Apprécier la valeur juridique, institutionnelle, pédagogique ou informationnelle des contenus et données actuellement disponibles sur les différents sites ;
- Sur cette base, recenser de manière exhaustive les contenus et données à conserver.
- Identifier les redondances, les obsolescences et les possibilités de rationalisation ;
- Analyser les contraintes techniques et opérationnelles liées à la coexistence de plusieurs environnements distincts.

Sur la base de ces travaux, le Conseil constitutionnel s'inscrit dans une volonté de rationalisation et de convergence de ses dispositifs numériques actuels. L'orientation cible privilégiée à ce stade du projet consiste à regrouper, au sein d'un site unique, les contenus actuellement répartis entre le site institutionnel, le portail QPC et le site « Découvrons notre Constitution », tout en tenant compte des spécificités fonctionnelles, éditoriales et techniques propres à chacun.

Cette approche vise à :

- Renforcer la cohérence globale du dispositif numérique ;
- Simplifier les parcours utilisateurs et l'accès à l'information ;
- Mutualiser les socles techniques et applicatifs ;
- Faciliter la maintenance, l'exploitation et l'évolution des plateformes dans le temps.

Il est précisé que cette orientation constitue une hypothèse de travail structurante, destinée à éclairer la définition du besoin et les échanges avec les opérateurs économiques. Les modalités précises d'unification, le degré d'intégration des environnements et les choix techniques associés seront précisés en phase offre.

3.2. Enjeux éditoriaux et de contenus

Les travaux d'état des lieux engagés par le Conseil constitutionnel mettent en évidence des enjeux éditoriaux structurants, liés à l'histoire, à la richesse et à la diversité des contenus aujourd'hui répartis sur les différents sites.

Les contenus existants couvrent des registres variés (institutionnel, juridique, pédagogique et informationnel) et s'adressent à des publics aux attentes distinctes. Cette diversité constitue une richesse mais implique aussi des enjeux de cohérence éditoriale, de hiérarchisation de l'information et d'adaptation des niveaux de lecture.

L'accumulation progressive des contenus au fil du temps génère par ailleurs des problématiques de volumétrie, de redondances potentielles entre sites ainsi qu'une obsolescence éditoriale de certains contenus. Ces constats soulignent la nécessité de mieux maîtriser le cycle de vie des contenus depuis leur création jusqu'à leur archivage ou leur décommissionnement.

Dans une perspective de regroupement des contenus au sein d'un site unique, un enjeu majeur réside dans la capacité à :

- Structurer l'information de manière claire et lisible ;
- Distinguer les contenus de référence, les contenus d'actualité et les contenus à vocation pédagogique ;
- Proposer des parcours adaptés aux différents publics sans cloisonner excessivement les usages.

La refonte constitue ainsi une opportunité de repenser l'architecture éditoriale, les règles de publication et les modalités de contribution afin de garantir la qualité, la fiabilité et la mise à jour régulière des contenus. Elle doit également permettre de clarifier les responsabilités éditoriales et les processus de validation associés.

Enfin, les enjeux éditoriaux doivent être appréhendés en lien étroit avec les enjeux techniques et fonctionnels, en particulier en matière de recherche, de navigation et d'accessibilité, afin d'assurer une mise en valeur optimale des contenus et une expérience utilisateur cohérente.

3.3. Enjeux techniques et applicatifs

Les travaux d'état des lieux font apparaître des enjeux techniques et applicatifs majeurs liés à la coexistence actuelle de plusieurs environnements distincts et à la volonté d'évolution vers un dispositif numérique unifié.

Les sites et portails existants reposent aujourd'hui sur des socles techniques hétérogènes intégrant des solutions applicatives, des architectures et des modalités d'hébergement différentes. Cette situation implique une complexité accrue en matière de maintenance, de supervision, de gestion des évolutions et de coordination entre prestataires ainsi qu'une capacité limitée à mutualiser les composants et les outils.

Dans une perspective de regroupement des contenus au sein d'un site unique, un enjeu central réside dans la convergence des environnements et des technologies tout en préservant les fonctionnalités spécifiques et les niveaux d'exigence propres à certains usages, en particulier juridiques ou documentaires. Cette convergence doit permettre de simplifier l'architecture globale, d'améliorer la lisibilité du système d'information web et de renforcer la maîtrise technique sur le cycle de vie des solutions.

Les enjeux techniques portent également sur la gestion des données et des flux telles que :

- Les décisions juridictionnelles ;
- Les données structurées ;
- Les mécanismes de recherche.

La refonte doit tenir compte des contraintes liées à la sécurité, à la protection des données, à la performance et à la disponibilité des services notamment pour les environnements présentant des niveaux de sensibilité élevés.

Par ailleurs, la refonte constitue une opportunité pour renforcer la solidité, la maintenabilité et l'évolutivité du dispositif technique en intégrant dès la conception les exigences de réversibilité, de portabilité des données et de limitation de la dette technique. Ces enjeux sont étroitement liés aux choix d'architecture, aux technologies retenues et aux modalités d'organisation des prestations.

Enfin, les enjeux techniques et applicatifs doivent être appréhendés en cohérence avec les enjeux fonctionnels et éditoriaux afin de garantir une intégration fluide des contenus, une navigation efficace entre les différents périmètres et une exploitation opérationnelle maîtrisée du futur site.

3.4. Contraintes identifiées à ce stade

Les travaux d'état des lieux et les premières analyses menées dans le cadre du projet ont permis d'identifier un ensemble de contraintes structurantes à prendre en compte dans la définition du besoin et dans l'exécution du marché.

Une première catégorie de contraintes concerne la continuité de service. Les sites du Conseil constitutionnel constituent des outils de référence pour de nombreux publics et usages. Le projet doit donc

intégrer des modalités de transition et de bascule permettant de garantir la disponibilité des services existants tout au long des phases de conception, de réalisation et de mise en production.

Des contraintes de sécurité et de protection des données ont également été identifiées, en particulier pour les environnements traitant des données juridiques et documentaires sensibles. Ces contraintes impliquent le respect de référentiels de sécurité exigeants, des dispositifs de traçabilité et de contrôle des accès ainsi qu'une attention particulière portée aux flux de données et aux conditions d'hébergement.

Le projet est par ailleurs soumis à des contraintes techniques et organisationnelles liées à l'existant dont la coexistence de solutions hétérogènes, la présence de contrats en cours avec différents prestataires et les dépendances applicatives associées. Ces éléments peuvent influencer les modalités de reprise, de migration ou de convergence des environnements.

Des contraintes calendaires doivent également être prises en compte pour tenir compte à la fois des échéances contractuelles, des instances de gouvernance et des objectifs de mise en production fixés par le Conseil constitutionnel. Ces contraintes appellent une planification réaliste et progressive des travaux par les futurs titulaires.

Enfin, le projet s'inscrit dans un contexte institutionnel exigeant impliquant des contraintes de gouvernance et de validation. Ces contraintes interviennent aussi bien sur les contenus que sur les choix techniques et organisationnels. La refonte doit ainsi être conduite dans le cadre d'un pilotage clair et efficace pour aider à l'arbitrage des priorités, la maîtrise des risques et l'adhésion des parties prenantes.

Il est précisé que ces contraintes constituent un état des lieux partagé au stade de la candidature et susceptible d'évoluer au fur et à mesure de l'avancement du projet, des travaux d'analyse complémentaires et des négociations menées avec les opérateurs économiques dans le cadre de la procédure de passation.

4. Besoins fonctionnels et attentes générales

4.1. Besoins fonctionnels transverses

La refonte des sites internet du Conseil constitutionnel vise à définir un ensemble de besoins fonctionnels transverses communs à l'ensemble des contenus, des publics et des usages. Ces besoins sont constitutifs du futur dispositif numérique unifié.

Ces besoins transverses ont également vocation à garantir la cohérence globale du site, la qualité de l'expérience utilisateur et la robustesse des services proposés, indépendamment des spécificités propres à certains contenus ou publics.

À ce stade du projet, les principaux besoins fonctionnels transverses identifiés sont les suivants :

- La navigation et l'orientation des utilisateurs, incluant une structuration claire des menus, des parcours lisibles et des dispositifs facilitant l'accès à l'information, y compris dans un contexte de regroupement de contenus de nature et de volumétrie différentes ;
- La navigation inter-contenus et inter-domaines fonctionnels, permettant de relier de manière fluide les contenus institutionnels, juridiques et pédagogiques au sein d'un site unique, tout en tenant compte des spécificités de certains usages ;

- Les fonctionnalités de recherche, incluant des mécanismes de recherche simples et avancés, adaptés à la diversité des contenus et des publics, et permettant une restitution pertinente, performante et fiable des résultats ;
- L’accessibilité numérique, dans le respect des exigences réglementaires applicables, notamment du référentiel général d’amélioration de l’accessibilité (RGAA), afin de garantir un accès équitable aux contenus et services pour l’ensemble des utilisateurs ;
- La sécurité fonctionnelle des accès et des usages, incluant la gestion des droits, des habilitations et des parcours différenciés si nécessaire ;
- La prise en compte des enjeux de performance et de qualité de service afin d’assurer des temps de réponse adaptés, une disponibilité élevée et une expérience utilisateur satisfaisante ;
- Le multilinguisme, existant ou futur le cas échéant, permettant une ouverture à des publics internationaux ou à des usages spécifiques.

Ces besoins fonctionnels transverses constituent un socle commun, destiné à structurer la conception du futur site et à guider les propositions des opérateurs économiques. Ils ont vocation à être précisés, priorisés et complétés en phase offre ou dans le cadre de l’exécution du marché au travers de développements spécifiques.

4.2. Attentes par typologie de publics

La refonte des sites internet du Conseil constitutionnel doit permettre de répondre de manière différenciée et cohérente aux attentes des différentes catégories de publics identifiées. Ces attentes constituent un socle de référence pour les travaux de conception fonctionnelle, d’expérience utilisateur (UX) et de design des interfaces (UI), appelés à structurer les parcours, l’architecture de l’information et la mise en forme des contenus.

Les éléments présentés ci-dessous ont vocation à orienter les travaux de conception, sans figer les choix ergonomiques ou graphiques qui relèveront des propositions des candidats.

1. Grand public

Pour le grand public, les attentes portent principalement sur :

- Une compréhension immédiate de l’institution, de ses missions et de son rôle ;
- Une architecture de l’information claire, hiérarchisée et lisible dès la page d’accueil ;
- Des parcours intuitifs permettant un accès rapide aux contenus principaux ;
- Une mise en forme des contenus favorisant la lisibilité, la pédagogie et la compréhension progressive.

Les travaux de conception doivent accorder une attention particulière à la clarté des messages, à la hiérarchisation visuelle de l’information et à la simplicité des parcours.

2. Public « expert » (dont Professionnels du droit et chercheurs) :

Pour les acteurs du droit - juristes, praticiens et chercheurs, les attentes concernent en priorité :

- Un accès direct et efficace aux contenus juridiques et documentaires ;
- Des parcours orientés vers la recherche, l’exploration et l’exploitation des données ;
- Une ergonomie favorisant la rapidité d’accès, la précision et la fiabilité ;



- Une interface sobre et fonctionnelle, adaptée à des usages intensifs.

La conception doit privilégier la lisibilité fonctionnelle, la cohérence des écrans et l'efficacité des interactions, en lien étroit avec les fonctionnalités de recherche et de restitution des résultats.

3. Enseignants, élèves et publics éducatifs

Pour les publics éducatifs, les attentes relèvent principalement :

- D'une approche pédagogique renforcée, facilitant la compréhension et l'appropriation des notions ;
- De parcours adaptés à des usages scolaires;
- D'une mise en forme visuelle attractive, claire et accessible ;
- D'une ergonomie favorisant l'engagement et la découverte.

Les travaux de conception doivent permettre de valoriser cette dimension pédagogique tout en l'intégrant harmonieusement au sein du site unifié.

4. Autres publics (médias publics internationaux)

Enfin, les médias et, le cas échéant, les publics internationaux, attendent :

- Une information juridictionnelle et institutionnelle immédiatement accessible, claire et fiable ;
- Des parcours facilitant l'accès aux contenus de référence et à l'actualité ;
- Une ouverture éventuelle à des usages multilingues, à intégrer dès la conception des interfaces.

La refonte doit permettre de concilier ces attentes en proposant une conception des parcours, des interfaces et des contenus qui favorise à la fois la spécialisation des usages et la cohérence globale du dispositif numérique, dans le respect de l'identité institutionnelle du Conseil constitutionnel.

4.3. Exigences en matière d'expérience utilisateur et de design

La refonte des sites internet du Conseil constitutionnel s'inscrit dans une démarche de conception centrée sur les usages visant à proposer une expérience utilisateur fluide, cohérente et adaptée à la diversité des publics et des contenus. La conception respecte en outre l'identité institutionnelle du Conseil.

Les exigences en matière d'expérience utilisateur et de design portent en particulier sur les principes suivants :

- Une conception accessible par défaut, intégrant les exigences d'accessibilité dès les phases amont de conception, conformément aux principes du RGAA (objectif : conformité totale avec l'ensemble des critères de contrôle du RGAA respectés). Une architecture de l'information claire et structurée, facilitant l'orientation des utilisateurs et la compréhension des contenus dans un contexte de regroupement de contenus de nature et de volumétrie différentes ;
- Une expérience utilisateur homogène sur l'ensemble du site unifié tout en autorisant des variations de parcours et de mise en forme lorsque les usages ou les contenus le justifient ;
- Un design sobre et moderne privilégiant la clarté de l'information, la hiérarchisation visuelle des contenus et la cohérence graphique sans effet décoratif superflu ;
- Une prise en compte des performances perçues, en lien avec les choix de conception et de design, afin de garantir une navigation fluide et des temps de chargement adaptés aux usages ;

Les travaux de conception devront s'appuyer sur des méthodologies éprouvées incluant a minima l'analyse des usages, la réalisation de parcours types, la production de maquettes ou de prototypes et, le cas échéant, des phases de tests utilisateurs. Les modalités précises de ces travaux relèvent des propositions des candidats en phase offre.

La refonte constitue également une opportunité de s'inspirer des bonnes pratiques du web et des tendances actuelles en matière de design et d'expérience utilisateur, dans une approche raisonnée et adaptée au contexte institutionnel. À ce titre, des références issues de projets reconnus dans le domaine du web design et de la performance numérique peuvent être mobilisées.

Il est précisé que ces exigences en matière d'expérience utilisateur et de design visent à fixer un niveau d'ambition, sans préjuger des solutions graphiques ou ergonomiques qui seront proposées par les candidats dans le cadre de la procédure de passation.

5. Exigences techniques structurantes

5.1. Principes d'architecture envisagés

La refonte des sites internet du Conseil constitutionnel doit reposer sur une architecture technique robuste et évolutive, capable de soutenir durablement les usages, les exigences institutionnelles ainsi que les évolutions futures du dispositif numérique.

À ce stade du projet, les principes d'architecture attendus reposent a minima sur les orientations suivantes :

- Une architecture cohérente et rationalisée permettant de soutenir l'objectif de regroupement des contenus et des services au sein d'un site unique, tout en tenant compte des spécificités fonctionnelles et des niveaux d'exigence propres à certains usages, notamment juridiques ou documentaires ;
- Une séparation claire des responsabilités applicatives, distinguant les couches de présentation, de logique applicative, de gestion des contenus et de traitement des données, afin de favoriser la maintenabilité, l'évolutivité et la lisibilité du système ;
- Une architecture ouverte et interopérable, facilitant les échanges avec les systèmes d'information internes ou externes du Conseil constitutionnel, issus en particulier du projet NOD, l'outil interne de gestion des décisions du Conseil qui permettra d'alimenter le site du Conseil pour toute la partie « Décisions » (nouvelles saisines, nouvelles décisions, commentaires) selon des modalités à définir, ainsi que l'intégration de composants tiers lorsque cela est pertinent ;
- Une prise en compte des enjeux de performance et de montée en charge, en particulier pour les fonctionnalités à forte volumétrie ou à usage intensif, telles que la recherche et l'accès aux décisions ;
- Une maîtrise des dépendances technologiques visant à limiter les situations de verrouillage, à faciliter la réversibilité et à préserver la capacité d'évolution du dispositif dans le temps.

L'architecture intègre aussi, dès la conception, les exigences liées à la sécurité, à la protection des données, à la traçabilité des accès ainsi que la continuité de service, en cohérence avec les principes directeurs du projet et les référentiels applicables.



Les choix d'architecture détaillés, les technologies retenues et les modalités de mise en œuvre relèvent des propositions des candidats. Ils font l'objet d'un approfondissement et, le cas échéant, d'ajustements dans le cadre de la procédure avec négociation, afin de garantir une solution maîtrisée et durable.

5.2. Sécurité et protection des données

La sécurité des systèmes d'information et la protection des données constituent des exigences centrales et intangibles du projet de refonte des sites internet du Conseil constitutionnel. Compte tenu de la nature institutionnelle du site, des contenus diffusés et des données traitées, la refonte doit intégrer un haut niveau d'exigence en matière de sécurité, dès les phases de conception et tout au long du cycle de vie des solutions.

Les dispositifs mis en œuvre devront permettre de garantir :

- La confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et des services ;
- La protection contre les menaces et vulnérabilités au niveau des infrastructures et des applications ;
- La traçabilité des accès et des actions ;
- La conformité aux exigences réglementaires et aux référentiels applicables.

Une attention particulière est portée aux environnements et aux traitements présentant des niveaux de sensibilité élevés, notamment ceux relatifs aux décisions juridictionnelles, aux données structurées et aux mécanismes de recherche associés. À ce titre, le projet doit tenir compte des exigences spécifiques liées aux environnements à haut niveau de sécurité, incluant le recours, lorsque nécessaire, à des solutions d'hébergement certifiées, telles que des environnements conformes au référentiel SecNumCloud ou respectant a minima la réglementation RGPD.

Les développements applicatifs s'inscrivent dans une démarche de sécurité dès la conception et intègrent les bonnes pratiques de développement sécurisé et de prévention des vulnérabilités en particulier celles issues de référentiels reconnus dans le domaine de la sécurité applicative (exemple OWASP). Des dispositifs de contrôle, de tests et, le cas échéant, d'audit de sécurité devront être prévus.

La refonte prend également en compte les exigences relatives à la protection des données personnelles, incluant les principes de minimisation, de pseudonymisation lorsque nécessaire, et de maîtrise des flux de données, en cohérence avec le cadre réglementaire applicable.

Enfin, les dispositifs de sécurité doivent être conçus de manière à s'articuler avec les modalités d'exploitation, de maintenance et de supervision, et à permettre une gestion maîtrisée des incidents de sécurité, des mises à jour et des évolutions du dispositif dans le temps.

Les modalités précises de mise en œuvre de ces exigences font l'objet d'un approfondissement en phase offre.

5.3. Hébergement, performance et disponibilité

Les modalités d'hébergement, de performance et de disponibilité des services constituent des enjeux structurants du projet de refonte des sites internet du Conseil constitutionnel. Elles doivent permettre de garantir un niveau de service adapté aux usages, à la criticité des contenus et aux exigences institutionnelles.



Le projet doit s'appuyer sur des solutions d'hébergement sécurisées, résilientes et maîtrisées, intégrant les environnements nécessaires au cycle de vie des applications (développement, test, production) ainsi que les dispositifs de supervision, de sauvegarde et de reprise d'activité.

Les choix d'hébergement tiennent compte des exigences suivantes :

- La nature et la sensibilité des données traitées, en cohérence avec la cartographie des données et leur classification ;
- Des exigences spécifiques liées à certains usages, notamment juridiques ou documentaires ;
- Des contraintes réglementaires et des référentiels de sécurité applicables.

À ce titre, le recours à des environnements d'hébergement présentant des niveaux de sécurité élevés, notamment des infrastructures certifiées, peut être envisagé pour les périmètres et traitements qui le nécessitent, sans préjuger à ce stade de l'architecture cible détaillée.

Les exigences en matière de performance et de disponibilité doivent permettre d'assurer :

- Des temps de réponse compatibles avec les usages, y compris en période de forte sollicitation ;
- Une disponibilité élevée des services, en particulier pour les fonctionnalités critiques telles que l'accès aux décisions et aux outils de recherche ;
- Une continuité de service maîtrisée lors des phases de maintenance, d'évolution ou de mise à jour.
- Des objectifs de niveaux de service (SLA), des indicateurs de performance et des modalités de suivi devront être définis ultérieurement afin de garantir la qualité de service attendue et d'en assurer le pilotage dans la durée.

Enfin, les solutions d'hébergement et d'exploitation doivent être conçues de manière à faciliter l'évolutivité, la montée en charge et la réversibilité, tout en limitant les dépendances techniques et organisationnelles, afin de préserver la capacité du Conseil constitutionnel à faire évoluer son dispositif numérique dans le temps.

Les modalités précises d'hébergement, de performance et de disponibilité sont détaillées en phase offre.

5.4. Interopérabilité avec les systèmes existants

La refonte des sites internet du Conseil constitutionnel doit permettre une interopérabilité maîtrisée avec les systèmes d'information existants ou futurs du Conseil constitutionnel dès lors que ces échanges sont rendus nécessaires au bon fonctionnement des services numériques et à la diffusion des contenus.

Le projet doit prendre en compte les interfaces, flux et échanges de données existants, à savoir :

- L'alimentation et à la mise à jour des contenus et des données juridiques ;
- Les outils de recherche et de restitution de l'information ;
- Les systèmes internes ou externes participant aux processus métiers du Conseil constitutionnel.

Les solutions proposées privilégient des mécanismes d'échange standardisés et sécurisés permettant de limiter les dépendances techniques, faciliter l'évolution des systèmes et assurer la fiabilité des flux.

Il est précisé que les modalités précises d'interopérabilité, les interfaces à maintenir ou à faire évoluer, ainsi que les formats d'échange sont définis et affinés en phase offre.



5.5. Réversibilité et portabilité

La réversibilité et la portabilité des données demeurent des exigences essentielles du projet de refonte des sites internet du Conseil constitutionnel. Elles visent à garantir la maîtrise du dispositif numérique sur l'ensemble de son cycle de vie.

Les solutions mises en œuvre doivent permettre au Conseil constitutionnel de récupérer, transférer et réutiliser l'ensemble des données, contenus et éléments nécessaires à l'exploitation des sites, dans des conditions techniques et organisationnelles opérantes, à l'issue du marché ou en cas de changement de prestataire.

À ce titre, les dispositifs doivent prévoir a minima :

- La restitution complète des données et des contenus dont les données structurées, les contenus éditoriaux, les médias et les métadonnées associées ;
- L'utilisation de formats ouverts, documentés et pérennes facilitant la réutilisation et la migration vers d'autres solutions ;
- La mise à disposition de la documentation technique et fonctionnelle nécessaire à la compréhension et à la reprise des systèmes ;
- Des modalités de réversibilité proportionnées aux enjeux du projet intégrées dès la conception des solutions.

La réversibilité doit également prendre en compte les aspects liés aux environnements techniques, aux outils d'administration et aux mécanismes d'exploitation afin de limiter les dépendances et de préserver l'autonomie du Conseil constitutionnel.

Les modalités précises de mise en œuvre de la réversibilité et de la portabilité font l'objet d'un approfondissement en phase offre.

6. Organisation cible et gouvernance

6.1. Rôles et responsabilités attendus

La réussite du projet de refonte des sites internet du Conseil constitutionnel repose sur une clarification des rôles et des responsabilités entre les différentes parties prenantes tout au long du cycle de vie du projet. Cette clarification des rôles et des responsabilités entre les différentes parties prenantes s'étend depuis la phase de conception jusqu'à l'exploitation du dispositif numérique.

Dans ce cadre, les responsabilités attendues peuvent être décrites selon les principes suivants :

- Le Conseil constitutionnel, en tant que maître d'ouvrage, conserve la responsabilité de la définition des orientations stratégiques, des objectifs du projet et des arbitrages structurants (périmètre, choix visuels, priorisation des besoins, gouvernance...) ;
- Les services métiers et fonctionnels sont responsables de l'expression des besoins, de la qualification des contenus, de la validation éditoriale et fonctionnelle ainsi que de la contribution aux travaux de conception et de recette ;



- Les titulaires du marché sont responsables de la conception, de la réalisation, de l'intégration, de la mise en production et, le cas échéant, de la maintenance et de l'exploitation des solutions, conformément aux engagements contractuels et aux exigences définies par le Conseil constitutionnel ;
- Les acteurs en charge des sujets techniques et de sécurité interviennent pour garantir la conformité des solutions aux exigences applicables, notamment en matière de sécurité, de protection des données, de performance et de disponibilité.

Les rôles et responsabilités devront être définis de manière à :

- Garantir une chaîne de décision claire ;
- Faciliter la coordination entre les parties prenantes ;
- Assurer une répartition équilibrée des responsabilités entre conception, réalisation et exploitation ;
- Permettre une gestion maîtrisée des évolutions et des incidents.

Il est précisé que cette organisation cible constitue un cadre de référence, appelé à être précisé et adapté en phase offre et selon les modalités contractuelles retenues afin de tenir compte des choix d'allotissement, de la procédure de passation et des spécificités opérationnelles du Conseil constitutionnel.

6.2. Modalités de pilotage du projet

Le projet de refonte des sites internet du Conseil constitutionnel est conduit dans un cadre de pilotage proportionné aux enjeux permettant d'assurer le suivi des travaux, la coordination des acteurs et la prise de décision.

Le pilotage du projet repose notamment sur :

- Une instance de gouvernance stratégique clairement identifiée ;
- Des modalités de suivi régulières ayant pour objet de partager l'avancement, d'identifier les points de vigilance et de traiter les éventuelles difficultés opérationnelles ;
- Des processus d'arbitrage définis garantissant la validation des orientations, des livrables et des évolutions.

Les modalités précises de pilotage, la comitologie et les rythmes de réunion sont précisés en phase offre.

6.3. Interactions entre les parties prenantes

La refonte des sites internet du Conseil constitutionnel implique l'intervention de plusieurs parties prenantes, à la fois internes et externes, dont les actions sont coordonnées afin d'assurer la cohérence et la fluidité du projet.

Les interactions entre les parties prenantes doivent avoir pour effet de mettre en œuvre :

- Une collaboration étroite entre les services métiers, les équipes techniques et les titulaires ;
- Un partage régulier de l'information sur l'avancement des travaux, les décisions prises et les points de vigilance ;
- Une coordination efficace entre les différentes prestations renforcée par la stratégie d'allotissement.



Les modalités d'interaction devront être organisées de manière à :

- Clarifier les rôles de chacun ;
- Eviter les zones de recouvrement ou de flou dans les responsabilités ;
- Faciliter la prise de décision et la résolution des points bloquants.

Ces interactions sont précisées et formalisées en phase offre.

6.4. Gestion de la dette technique

Dans le cadre des projets numériques, la dette technique désigne l'ensemble des choix de conception, de développement ou d'architecture qui, s'ils permettent de répondre à un besoin à court terme, génèrent à moyen ou long terme des coûts supplémentaires, des contraintes d'évolution ou des risques opérationnels. Elle peut résulter notamment de compromis techniques, de solutions spécifiques insuffisamment documentées, d'architectures complexes ou d'une dépendance excessive à des technologies ou à des prestataires donnés.

Dans le contexte de la refonte des sites internet du Conseil constitutionnel, la maîtrise de la dette technique est appréciée comme un enjeu critique compte tenu :

- Du caractère structurant et durable du futur dispositif numérique ;
- De la volonté d'unifier les environnements et les technologies ;
- Du recours potentiel à des développements spécifiques pour répondre à des besoins fonctionnels ou juridiques particuliers.

Les risques associés à une dette technique non maîtrisée sont multiples et concrets pour le Conseil constitutionnel. Ils peuvent notamment se traduire par :

- Une dépendance accrue à un prestataire ou à une solution propriétaire limitant la capacité à faire évoluer ou reprendre le dispositif ;
- Une complexification excessive de l'architecture rendant les évolutions ultérieures plus coûteuses, plus longues ou plus risquées ;
- Des difficultés de maintenance et d'exploitation, en particulier en cas de manque de documentation ou de standardisation ;
- Une dégradation progressive de la performance, de la sécurité ou de la fiabilité des services ;
- Une augmentation des coûts sur le cycle de vie liée à la multiplication de correctifs, de contournements ou de refontes partielles.

La gestion de la dette technique constitue donc un enjeu structurant du projet de refonte des sites internet du Conseil constitutionnel. Elle s'entend sur la durabilité des solutions, le management des risques et la maîtrise des coûts sur le cycle de vie.

Le Conseil constitutionnel a conscience que la dette technique peut résulter des causes suivantes :

- De choix technologiques contraints ou obsolètes ;
- D'architectures complexes ou hétérogènes ;
- D'une dépendance excessive à des solutions propriétaires ou à des prestataires spécifiques ;
- D'un manque de documentation, de standardisation ou de gouvernance des évolutions.

Dans le cadre du présent projet, le Conseil constitutionnel souhaite anticiper et maîtriser ces risques en intégrant dès la conception des principes visant à limiter l'accumulation de dette technique et à en faciliter la résorption dans le temps.

À ce titre, les orientations structurantes sont d'ores et déjà envisagées :

- La préférence pour des architectures lisibles, documentées et évolutives reposant sur des standards reconnus et des composants largement diffusés ;
- La limitation des dépendances technologiques et organisationnelles en évitant les mécanismes de verrouillage et en favorisant la portabilité des solutions ;
- L'intégration des exigences de réversibilité dès la conception et aussi bien sur les données que sur les composants applicatifs et les outils d'exploitation ;
- La formalisation d'une documentation technique et fonctionnelle complète, continuellement mise à jour et disponible et rendant opérante la compréhension, la reprise, la maintenance et l'évolution des solutions par des tiers ;
- La distinction claire entre les responsabilités de conception, de réalisation et d'exploitation afin de faciliter la reprise ou l'évolution des solutions en cas de changement de titulaire.

La gestion de la dette technique doit également s'appuyer sur des pratiques de développement et d'exploitation maîtrisées incluant, entre autres, la gestion des versions, le suivi des correctifs, la prise en compte des évolutions technologiques et la planification des mises à niveau nécessaires.

Enfin, le projet vise à mettre en place un cadre de gouvernance adéquat permettant d'arbitrer dans le temps les évolutions fonctionnelles et techniques, d'évaluer leur impact sur la dette technique et de prioriser les actions de maintien en condition opérationnelle et d'évolution.

Ces principes sont pleinement pris en compte par les candidats dans leurs propositions et intégrés dans les modalités de réalisation, de maintenance et d'exploitation des solutions en vue de garantir un dispositif numérique durable, maîtrisé et indépendant dans le temps.

7. Organisation des prestations et allotissement

7.1. Allotissement retenu

La mise en production envisagée à l'été 2027 permet de sécuriser un séquençage des prestations et de dissocier les phases de conception et de réalisation sans générer de risque calendaire significatif.

Dans ce contexte, l'allotissement retenu à ce stade du projet vise à distinguer les grandes natures de prestations tout en garantissant une articulation claire des responsabilités entre les titulaires.

L'allotissement envisagé repose sur les principes suivants :

- La dissociation des prestations de conception et de réalisation afin de permettre une approche créative, indépendante et exploratoire sur les sujets de web *design*, d'expérience utilisateur et d'architecture de l'information ;
- Le regroupement des prestations étroitement liées aux développements, à la mise en production et à l'exploitation applicative afin d'aligner les responsabilités techniques, l'hébergement, la garantie après mise en production et les enjeux de maintenance.



Cette approche vise à :

- Clarifier les périmètres d'intervention de chaque titulaire ;
- Limiter les risques de dilution des responsabilités, en particulier sur les sujets techniques et applicatifs ;
- Faciliter le pilotage du projet et la coordination des prestations ;
- Permettre, le cas échéant, une évolution de l'organisation des lots en fonction des arbitrages ultérieurs et des besoins du projet.

7.2. Présentation et contenu des lots

L'allotissement retenu repose sur deux lots distincts correspondant aux grandes natures de prestations identifiées.

La description ci-dessous a vocation à présenter le périmètre général de chaque lot dont le contenu est détaillé en phase offre.

1. Lot 1 – Conception, web *design* et approche UX/UI

Ce lot porte sur les prestations de conception fonctionnelle, ergonomique et graphique du futur site unifié du Conseil constitutionnel.

Il comprend :

- L'analyse des besoins et des usages ;
- La définition de l'architecture de l'information et des parcours utilisateurs ;
- La conception de l'expérience utilisateur (UX) et des interfaces (UI) ;
- La production de maquettes, prototypes et livrables de conception ;
- La réalisation de benchmarks et l'analyse de bonnes pratiques en matière de web *design*, de performance et d'accessibilité ;
- L'accompagnement à la traduction des choix de conception dans les phases de réalisation.

Ce lot est orienté vers une logique de création et de conception avec des garanties attendues sur la qualité et l'opérationnalité des livrables remis, en vue de leur mise en œuvre dans les phases ultérieures du projet.

2. Lot 2 – Développement, intégration, mise en production, maintenance, hébergement, infogérance et SEO

Ce lot regroupe l'ensemble des prestations liées à la réalisation technique et applicative du futur site, ainsi qu'à son exploitation.

Il comprend :

- Les développements applicatifs et l'intégration des solutions retenues ;
- L'intégration et la reprise des contenus ainsi que des données issues des environnements existants avec une vérification systématique de leur conformité aux standards d'accessibilité ;
- La mise en œuvre des fonctionnalités transverses et spécifiques ;
- La préparation et la réalisation des bascules depuis les sites actuels, dans le respect des exigences de continuité de service ;

- La mise en production du site ;
- Les prestations de maintenance applicative et d'infogérance ;
- Les prestations liées au référencement naturel (SEO), en lien avec les choix techniques, les performances et les structures d'URL.

Le lot 2 porte également sur les prestations d'hébergement des environnements nécessaires au fonctionnement du futur site. Les prestations d'hébergement comprennent :

- La mise à disposition des infrastructures d'hébergement ;
- La prise en compte des exigences de sécurité, de disponibilité et de capacité ;
- La fourniture des environnements nécessaires au cycle de vie des applications (développement, test, production) ;
- Les dispositifs de supervision, de sauvegarde et, le cas échéant, de reprise d'activité.

Le regroupement de ces prestations au sein d'un même lot vise à aligner les responsabilités techniques, à sécuriser la phase post-mise en production et à garantir une exploitation maîtrisée du dispositif numérique dans la durée.

7.3. Montant des lots

1. Lot 1 – Conception, web design et approche UX/UI

Le montant estimatif du lot 1 est évalué à environ 130 000 € HT pour une durée prévisionnelle de 2 ans, comprenant :

- Une phase principale de conception (analyse des usages, UX, UI, web *design*) ;
- Un appui éventuel post-mise en production destiné à accompagner la traduction des choix de conception et à procéder à des ajustements ciblés. Cet appui est mobilisable sur devis.

2. Lot 2 – Développement, intégration, mise en production, maintenance, infogérance et SEO

Le montant estimatif du lot 2 est évalué à 520 000 € H.T pour une durée prévisionnelle de 4 ans incluant :

- L'initialisation ;
- Le pilotage ;
- Les prestations de développement, d'intégration et de mise en production ;
- La reprise et la migration des contenus et des données depuis les environnements existants ;
- La maintenance applicative et l'infogérance ;
- L'hébergement sécurisé et prestations associées ;
- Les prestations liées au référencement naturel (SEO) ;
- Des prestations de formation ;
- Des développements spécifiques éventuels ;
- La réversibilité/transférabilité si nécessaire.

Ce montant intègre la dissociation entre les phases de réalisation (*build*) et d'exploitation (*run*) dont les périmètres et les temporalités diffèrent.

7.4. Durée des lots

La durée des lots est appréciée lot par lot afin de tenir compte du séquençement du projet, de la nature des prestations attendues et des temporalités distinctes entre les phases de conception, de réalisation et d'exploitation.

1. Lot 1 – Conception, web design et approche UX/UI

La durée du lot 1 est fixée à 2 ans.

Cette durée couvre :

- Une phase principale de conception, incluant les travaux d'analyse, de conception UX/UI, de web *design* et la production des livrables associés ;
 - Une phase éventuelle d'accompagnement post-mise en production permettant d'assurer la cohérence entre les livrables de conception et leur mise en œuvre effective ainsi l'apport d'un appui ciblé en cas d'ajustements nécessaires.
- ##### **2. Lot 2 – Développement, intégration, mise en production, maintenance, hébergement, infogérance et SEO**

La durée du lot 2 est fixée à 2 ans. Le lot est renouvelable une fois pour une période similaire de 2 ans soit 4 ans au total.

Cette durée intègre :

- Une phase de réalisation (*build*), comprenant les développements, l'intégration, les reprises de contenus et de données, les bascules depuis les environnements existants et la mise en production ;
- Une phase d'exploitation (*run*), incluant la maintenance applicative, l'hébergement, l'infogérance et les prestations associées.

La dissociation entre les phases de *build* et de *run* vise à adapter les prestations et les engagements aux besoins réels du projet sur l'ensemble de son cycle de vie.

7.5. Articulation et interfaces entre les lots

Compte tenu de l'allotissement retenu, la réussite du projet repose sur une articulation efficace entre les différents lots afin d'éviter les ruptures de responsabilité et de garantir la cohérence d'ensemble du dispositif.

Les interfaces entre les lots sont organisées de manière à :

- Assurer la continuité entre les phases de conception, de réalisation et d'exploitation ;
- Clarifier les responsabilités respectives des titulaires ;
- Faciliter la coordination des travaux et la prise de décision.

7.5.1. Articulation entre le lot 1 et le lot 2



Le lot 1 produit les livrables de conception fonctionnelle, ergonomique et graphique (architecture de l'information, parcours utilisateurs, maquettes, principes de design) qui constituent le référentiel de mise en œuvre pour le lot 2.

Le titulaire du lot 1 doit assurer :

- La transmission complète et exploitable des livrables de conception ;
- Un appui ponctuel au titulaire du lot 2 lors des phases de traduction en réalisation, notamment en cas d'arbitrage ou d'ajustement nécessaire.

Le titulaire du lot 1 est tenu à une garantie de résultat sur la faisabilité des livrables de conception qu'il produit.

À ce titre, les propositions fonctionnelles, ergonomiques et graphiques formulées dans le cadre du lot 1 doivent être réalistes, cohérentes et techniquement réalisables au regard des contraintes du projet et des exigences définies par le Conseil constitutionnel.

Cette exigence implique que :

- Les parcours utilisateurs, les fonctionnalités proposées et les principes d'interaction soient compatibles avec les contraintes techniques, réglementaires et de sécurité identifiées ;
- Les choix de *design* et d'ergonomie doivent être mis en œuvre sans nécessiter de développements disproportionnés, non sécurisés ou incompatibles avec les objectifs du projet ;
- Les livrables de conception sont suffisamment précis et exploitables pour permettre leur traduction opérationnelle par le titulaire du lot 2.

A ce titre, le titulaire du lot 1 doit :

- Prendre en compte, dès la phase de conception, les contraintes connues du projet (accessibilité, performance, sécurité, maintenance, évolutivité) ;
- Expliciter, le cas échéant, les hypothèses techniques sous-jacentes aux choix de conception ;
- Assurer un accompagnement actif lors des phases de prise en main des livrables par le titulaire du lot 2 afin de lever toute ambiguïté ou difficulté d'interprétation.

En cas d'écart manifeste entre les livrables de conception et leur faisabilité technique, le titulaire du lot 1 peut être amené à adapter ou compléter ses livrables, sans surcoût pour le Conseil constitutionnel, afin de garantir leur mise en œuvre effective dans le cadre du projet.

Le titulaire du lot 2 est quant à lui responsable de la mise en œuvre technique et applicative des choix de conception dans le respect des livrables fournis et des exigences du Conseil constitutionnel.

7.5.2. Principes généraux de coordination

Les titulaires des différents lots doivent :

- Coopérer activement et partager les informations nécessaires à la bonne conduite du projet ;
- Participer aux instances de pilotage et de coordination définies par le Conseil constitutionnel ;
- Respecter les jalons, les dépendances et les responsabilités définis dans le cadre du projet.

L'articulation entre les lots a pour objectif de préserver la cohérence technique et fonctionnelle du dispositif tout en facilitant, le cas échéant, des évolutions ultérieures de l'organisation contractuelle.



La conduite du projet de refonte des sites internet du Conseil constitutionnel repose sur une répartition claire des responsabilités entre les différents titulaires en cohérence avec les périmètres de chaque lot.

Chaque titulaire est responsable :

- De la bonne exécution des prestations relevant de son lot ;
- Du respect des exigences fonctionnelles, techniques et organisationnelles définies par le Conseil constitutionnel ;
- De la qualité des livrables produits et de leur conformité aux objectifs du projet.

Les responsabilités des titulaires sont exercées dans un cadre de coopération et de coordination afin d'assurer la cohérence globale du dispositif et la continuité entre les différentes phases du projet.

Dès lors, aucun titulaire ne peut se prévaloir de l'existence d'autres lots pour limiter ou exclure sa responsabilité sur les prestations relevant de son périmètre. Chaque titulaire demeure pleinement responsable de ses engagements, tout en contribuant à la bonne articulation avec les autres lots.

Les modalités précises de responsabilité et les engagements associés sont détaillés plus spécifiquement en phase offre.

8.Planning prévisionnel

8.1. Calendrier prévisionnel du projet

Le calendrier présenté ci-dessous constitue un cadre prévisionnel destiné à donner de la visibilité aux opérateurs économiques sur les grandes étapes du projet. Il est susceptible d'évoluer en fonction des arbitrages du Conseil constitutionnel.

- Septembre 2026 : démarrage des prestations de conception (lot 1) et lancement des premières phases de réalisation (lot 2).
- Premier semestre 2027 : poursuite des développements, intégration des contenus et des données, préparation de la mise en production.
- Été 2027 : mise en production du site unifié.
- À compter de la mise en production : phase d'exploitation (maintenance, infogérance et hébergement).

Ce calendrier vise à sécuriser le déploiement du projet, à tenir compte de sa complexité et à garantir une mise en production maîtrisée dans des conditions optimales.

8.2. Jalons du projet

Le démarrage effectif des prestations est soumis à un certain nombre de conditions et de dépendances que les candidats doivent prendre en compte afin de sécuriser le déroulement du projet.

La mise en œuvre des prestations de conception et de réalisation est conditionnée à :

- La finalisation des travaux amont portés par le Conseil constitutionnel incluant l'état des lieux, la cartographie des données et la clarification des exigences structurantes ;

- La notification des marchés et l'organisation des instances de pilotage du projet.

Les dépendances entre les lots, ainsi que les modalités de coordination associées, doivent être prises en compte dès le lancement des prestations afin de garantir une montée en charge progressive et maîtrisée des environnements techniques.

8.3. Hypothèses de mise en production

Dans le cadre de la procédure de passation et de la préparation de leurs candidatures et offres, les opérateurs économiques sont invités à porter une attention particulière aux points suivants :

- Le projet s'inscrit dans une démarche de refonte structurante et durable impliquant une vision à moyen et long terme du dispositif numérique du Conseil constitutionnel ;
- La réussite du projet repose sur une forte articulation entre les phases de conception, de réalisation et d'exploitation ainsi que sur une coopération étroite entre les différents titulaires dans le cadre de l'allotissement ;
- Les prestations attendues comportent des enjeux techniques, fonctionnels et organisationnels significatifs, notamment en matière de reprise de contenus et de données, de sécurité, de performance et de continuité de service ;
- Le Conseil constitutionnel attache une importance particulière à la maîtrise des risques, à la limitation de la dette technique et à la capacité des solutions proposées à évoluer dans le temps ;
- Les candidats doivent être en mesure de démontrer leur compréhension du contexte institutionnel, leur capacité à travailler dans un cadre exigeant et leur aptitude à proposer des solutions réalistes, innovantes et proportionnées aux enjeux du projet.

Ces points d'attention ont vocation à éclairer les opérateurs sur les attentes générales du Conseil constitutionnel afin de favoriser des candidatures et des offres adéquates.

En outre, les hypothèses de mise en production reposent sur les principes suivants :

- Un séquençement des prestations distinguant clairement les phases de conception, de réalisation, de préparation à la mise en production et d'exploitation ;
- Une attention particulière portée aux phases de tests, de recette et de sécurisation, préalables à toute mise en ligne ;
- Une articulation étroite entre les lots.

La mise en production est envisagée, à titre indicatif, à l'issue des phases de réalisation et de préparation prévues, sous réserve de :

- La validation des livrables par le Conseil constitutionnel ;
- La levée des éventuelles réserves issues des phases de recette ;
- La satisfaction des exigences fonctionnelles, techniques et de sécurité.